

# WEEK-END

SOLIDARITÉ  
11  
LE COURRIER  
VENDREDI 13 MARS 2020

Un colloque a mis en exergue les bienfaits de la coconstruction du développement basée sur des partenariats Nord-Sud de longue durée

## Prendre le temps du développement

ACHILLE KARANGWA

**Nord-Sud** ▶ «Dans un partenariat, l'argent n'est de loin pas le plus important!» Lors de son passage à Genève le 29 février, Baganda Sakho n'a pas tari d'éloges sur la coopération de longue durée entre associations paysannes du Sud et ONG du Nord. Thème phare d'un colloque du Groupe de réalisations et d'accompagnement pour le développement (GRAD) à la Maison internationale des associations, à Genève.

Avec ses compatriotes Ndiakathe Fall et Demba Keita, le Sénégalais est venu, à l'invitation de l'association franco-helvétique, défendre les bienfaits de partenariats «pour la vie» dans le contexte d'une coopération au développement devenant de plus en plus technocratique et court-termiste.

### Développement qualitatif

Auteur du bréviaire *L'émigration n'est pas la solution!*, Baganda Sakho, n'en est pas moins lui-même un ancien exilé. Plombier en France dans les années 1970, il retrouve la vie paysanne et sa région de Tambacounda en 1985, décidé à être acteur du développement local. Devenu maire, sa petite communauté rurale de Koar coopère depuis 1991 avec Montrevel-en-Bresse (France) afin de soutenir une agriculture paysanne contribuant à la souveraineté alimentaire. Des projets parfois soutenus depuis des années par les Jardins de Cocagne et la Fédération genevoise de coopération (lire ci-dessous). «Cette durée exceptionnelle est ce qui permet une réelle qualité au partenariat.»

Et pas uniquement parce que sa région dispose dorénavant d'une cinquantaine d'écoles là où il n'y en avait que quelques-unes. «L'enrichissement mutuel



Ndiakathe Fall (à gauche), Demba Keita (centre) et Baganda Sakho (droite) leaders paysans sénégalais partenaires du GRAD. GRAD

venu des multiples échanges culturels, voyages entre les deux continents et partage de savoirs» est, selon l'édile, la clé d'un projet qui répond à un développement qualitatif.

### Technocratie

Une gageure en 2020, selon Bernard Lecomte du GRAD. «Actuellement, l'inadéquation entre les besoins sur place et ce qui se fait sur le terrain est un désastre!» lance-t-il. En cause, un système d'appel à projets où les bailleurs de fonds mettent

en concurrence les organisations paysannes. «Avant, elles pouvaient construire leurs propres projets sur le long terme, maintenant, elles doivent rentrer dans les champs d'activités et les délais qui ont été définis par les financeurs.» Sans compter les obstacles que représentent pour ces communautés rurales la constitution d'un lourd dossier à destination de technocrates.

Une barrière technique doublée par le défi que représente, pour des acteurs du Sud,

d'avoir prise sur les centres mondiaux de pouvoir. Ndiakathe Fall, secrétaire de l'Union des groupements paysans de Meckhé (UGPM), en témoigne: «Sans relais permanents, nous n'avons pas de voix et manquons de ponts entre nos organisations et les décideurs» juchés sur leurs sièges d'organisations internationales.

Un déficit que des partenariats stratégiques peuvent combler au bénéfice des deux hémisphères. «Sans un travail de longue haleine avec l'UGPM et

d'autres membres de La Via Campesina, nous aurions été démunis dans le plaidoyer de nos intérêts communs lors de négociations internationales», telles que celles qui mèneront à la Déclaration de l'ONU sur le droit des paysans en 2018, résume Anne Gueye-Girardet du syndicat agraire suisse, Uniterre.

«Chez nous, renchérit Demba Keita, l'Etat est tout-puissant et dispose des ressources. Maintenir une relation soutenue avec nos partenaires permet, à terme, qu'il intègre les intérêts des petits

producteurs dans ses politiques publiques.» «Cela m'a amené à continuer mon combat de leader paysan au sein du parlement sénégalais», afin que ce travail transnational de longue haleine soit traduit plus largement. Au Nord, la confiance construite sur des décennies entre Montrevel et Koar a convaincu les habitants du bourg hexagonal de développer une fiscalité dédiée à la coopération au développement du village sénégalais.

### Coup d'arrêt?

Des partenariats «pour la vie», un long fleuve tranquille? «Nous fêterons cette année 30 ans de coopération avec nos amis français!» s'exclame Baganda Sakho. Alors que des changements administratifs secouent ses partenaires et que les élections municipales françaises risquent de transformer le visage politique de la Bresse, il se peut que la coopération ne survive pas à la crise de la trentaine. «Ce projet de coopération décentralisée a développé un budget important grâce aux habitants, mais sa réaffectation est maintenant en discussion», soupire Christiane Colas, ancienne chargée du suivi du projet de coopération pour la Communauté de communes de Montrevel-en-Bresse.

«Notre convention n'a pas été renouvelée après la fin de l'année, mais nous préparons actuellement une vidéo qui montrera aux nouvelles équipes françaises la nécessité de poursuivre ce partenariat», ajoute M. Sakho, qui ne baisse pas les bras. «Être partenaire sur la longue durée est la seule solution pour briser le mur de l'ignorance, un des principaux obstacles d'une coopération au développement réellement humaniste. Au Sud comme au Nord, nous en avons besoin, je m'emploierai à ce que ça continue», conclut-il, plein d'espoir. I

## L'autonomisation comme perspective

Chercheuse et enseignante en études du développement, Catherine Schümperli Younossian dirige depuis 2017 le secrétariat de la Fédération genevoise de coopération (FGC), faïtière de soixante associations œuvrant dans la coopération internationale, dont le GRAD. Pour *Le Courrier*, elle revient sur l'action de la FGC.

### Comment concevez-vous, sur la longue durée, les enjeux de la coopération?

**Catherine Schümperli Younossian:** La coopération au développement a connu plusieurs étapes, de l'assistancialisme à un véritable partenariat. Dorénavant, les pays donateurs viennent en appui à des initiatives venant des pays du

Sud eux-mêmes. Cela est d'ailleurs inscrit dans l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'ONU. A la FGC, nos fondateurs ont, dès le début, axé nos activités sur le soutien financier et humain, certes, mais surtout sur la coconstruction d'un projet commun, en vue de l'autonomisation. La coopération Nord/Sud ne vise plus «juste» à aider, telle une mission humanitaire.

### Cela est-il réellement possible sur trois ans, période type de vos projets?

Cette période est renouvelable jusqu'à trois, voire quatre fois. On n'abandonne pas un partenaire en cours de route! Nos organisations membres s'assurent d'abord que le projet est devenu

soit rentable économiquement, soit est à même d'être repris par les autorités locales. Les résultats sont évalués pendant et à la fin de chaque période en ce sens. Cela permet de déterminer si une nouvelle période est ouverte, en gardant à l'esprit que nous visons un désengagement au fur et à mesure que nos partenaires s'autonomisent.

### Combien de temps cela peut-il durer?

Certaines organisations membres ont des relations de travail de plus de vingt-cinq ans avec leurs partenaires du Sud! Relations qui se sont construites autour de différents projets de plus ou moins longue durée et concernant différents bénéficiaires,

régions ou objectifs. Mais si l'objectif d'autonomisation n'est plus partagé, il est toujours possible de se désengager à la fin de la période contractuelle.

### Comment évaluez-vous la stratégie de coopération internationale 2021-2024, dévoilée le mois passé par le Conseil fédéral?

La FGC a deux préoccupations majeures. Premièrement, le message du Conseil fédéral n'a pas pris en compte le rôle des cantons et des communes comme acteurs de la coopération au développement. C'est pourtant un incitatif décisif pour que ces collectivités soient plus actives. En Suisse, cantons et communes contribuent à hauteur de

66 millions à la solidarité internationale. Genève, d'ailleurs, endosse 41% de ce montant. A la FGC, notre collaboration avec les collectivités publiques permet donc à nos organisations de soutenir plus d'une centaine de projets.

Deuxièmement, le Conseil fédéral veut se désengager d'Amérique latine d'ici à 2024. Nous resterons toutefois attentifs à ce que les ONG bénéficiant de fonds de la Direction du développement et de la coopération (DDC) puissent continuer à y travailler car de fortes inégalités persistent. Nous allons d'ailleurs consulter nos organisations sur les conséquences de cette décision sur le terrain, et en informer la DDC.

PROPOSRECUEILLIS PAR AKA